

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Gauthier: C'est votre jugement que nous critiquons.

M. de Jong: C'est en Californie que le problème a démarré.

M. Mulroney: Monsieur le Président, en ce qui concerne les données et les renseignements qu'il faudrait fournir au comité ou les personnes qu'il faut y faire comparaître, selon le député ou d'autres, nous fournirons toutes les réponses voulues et nous serons prêts à comparaître, car nous avons tous intérêt à faire toute la lumière sur cette affaire afin que nous puissions porter des jugements valides.

LE TRANSFERT DE L'ACTIF DE LA BANQUE À SA FILIALE CALIFORNIENNE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre aurait-il autorisé le renflouement s'il avait su, comme nous le savons maintenant, qu'entre le moment où la BCC a reçu une ordonnance de cessation de la Federal Reserve Bank de San Francisco et celui où l'inspecteur des banques en a été informé, le 14 mars, la banque avait transféré la totalité de son actif et de ses bonnes créances à sa filiale californienne? La filiale de Californie prospère toujours alors que la maison mère de l'ouest du Canada est en faillite.

M. Gauthier: Comment expliquez-vous cela?

M. Clark (Yellowhead): Quelle est la question?

M. Turner (Vancouver Quadra): Le saviez-vous?

M. Dick: Belle déclaration.

M. McDermid: Quelle est la question, John?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, comme nous l'avons déjà dit, nous avons demandé à l'organisme de réglementation fédéral des États-Unis qu'il nous communique ce document et nous autorise à le présenter au comité où nous voulons examiner à fond tous les événements qui se sont produits jusqu'au 22 mars, puis jusqu'au 1^{er} septembre. Nous avons pris cet engagement tant en public qu'en privé.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES RESTRICTIONS IMPOSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES EXPORTATIONS CANADIENNES DE PRODUITS FORESTIERS

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je viens de revenir de Colombie-Britannique où je me suis entretenu avec les chefs de file des travailleurs forestiers. Je voudrais transmettre au premier ministre leur désaccord avec sa croyance naïve qu'un accord commercial global apporterait une solution au problème des mesures protectionnistes que les États-Unis prennent contre nous par la bande.

Ils m'ont dit de demander au premier ministre s'il exigera, comme condition préalable à toute négociation commerciale sur le libre-échange avec les États-Unis, que ce pays abandonne les nouvelles restrictions non tarifaires dont sont victimes ces producteurs canadiens. Sinon, les négociations se dérouleront dans une atmosphère de chantage.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois que nous avons exposé de façon très claire la position du gouvernement canadien sur les problèmes qui peuvent se poser à l'industrie forestière de Colombie-Britannique. Nous avons exposé cette position de façon claire et nette, et je pense que Washington l'a correctement entendue.

En ce qui concerne les discussions commerciales que nous aurons éventuellement avec les États-Unis, elles seraient largement et essentiellement destinées à permettre la création d'emplois et à ouvrir de plus vastes débouchés à la Colombie-Britannique. Dieu sait si cela lui fera du bien.

Des voix: Bravo!

[Français]

LES CONDITIONS AUX DISCUSSIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au premier ministre.

On doit être très précis sur cette question. Encore une fois: Est-ce que le premier ministre insistera, comme condition avant les discussions avec les États-Unis sur le libre-échange, sur le fait que les Américains élimineront les nouveaux obstacles non-tarifaires concernant les producteurs Canadiens dans les secteurs du bois, de la pêche et du porc?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je prends pour acquis, monsieur le Président, que nous allons négocier, si négociations il y a, à partir d'un dossier vierge. Nous allons commencer dans ce domaine-là ouvertement, sans trop de parti pris, à l'exception des items nationaux que j'ai déjà soulignés, en ce qui concerne la souveraineté et l'indépendance, etc.

Mais, grosso modo, s'il y a des négociations, on verra ce que l'autre partie nous offre, et vice versa.

* * *

[Traduction]

LES ARMES SPATIALES

L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU CANADA

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je voudrais tout d'abord dire que j'ai applaudi le chef de mon parti parce que je sais que s'il avait été premier ministre, il n'aurait pas traîné derrière lui un fiasco de un milliard de dollars comme l'actuel premier ministre.

Des voix: Bravo!